

Guerre

L'entrée en scène du nouvel impérialisme

mardi 11 octobre 2005, par [KATZ Claudio](#) (Date de rédaction antérieure : mars 2003).

Sommaire

- [Le génocide belliciste](#)
- [La « guerre infinie »](#)
- [L'économie de la mort](#)
- [Empire, superimpérialisme et](#)
- [La protestation globale \(...\)](#)
- [L'Amérique latine dans la mire](#)
- [Débordement de contradictions](#)

La guerre en Irak marque le début de l'impérialisme du XXI^e siècle (1), parce qu'elle met à jour trois caractéristiques classiques des mécanismes de domination : l'oppression militaire, la soumission politique et la soustraction de ressources économiques d'un pays périphérique.

Le génocide belliciste

Les chefs du Pentagone ne masquent pas le massacre que perpétreront leurs troupes. Ils ont déclaré en public que pendant les premiers jours de l'attaque, ils lanceront davantage de projectiles que pendant toute l'expédition précédente du Golfe. Ils essayeront une « courte campagne » en terrorisant la population civile, qui a souffert de la perte d'un demi million de morts suite au blocus de la dernière décennie. La télévision exhibe sans pudeur comment on prépare les missiles de dernière génération, les armes électromagnétiques et les bombes chimiques pour ensanglanter le peuple irakien.

Les prétextes brandis pour consommer le génocide sont indéfendables. L'Irak n'est pas un danger, mais un pays ruiné. Il n'a pas les armes nucléaires que possède Israël et l'arsenal biologique, que dans les années 1980 le Pentagone a fourni à Hussein pour attaquer les Iraniens et les Kurdes, a été désactivé par les inspecteurs de l'ONU. Les liens de Saddam avec Ben Laden sont insignifiants par rapport à la complicité d'Al Qaïda avec les cheikhs pro-américains de l'Arabie Saoudite.

L'Irak a affronté une situation insolite : il devait présenter les preuves de son désarmement tout en se préparant à subir une invasion. On a exigé de lui de démontrer qu'il ne dispose pas d'armes, comme s'il était possible de prouver la carence de quelque chose. Alors que le Pentagone mettait au point les derniers détails de l'attaque, les inspecteurs de l'ONU s'affairaient à mettre hors d'usage les quelques armes qui auraient pu être employées par la victime pour sa protection militaire. Cette pression diplomatique fut un complément de l'agression et non son contrepoids, car elle a servi à préparer la reddition du pays. Pour remplir cette fonction les Nations Unies ont eu recours à une double lecture de leurs propres résolutions : celles qu'Israël peut violer et celles que l'Irak se doit de réaliser.

Les États-Unis ont fabriqué artificiellement une crise pour redessiner la carte du Moyen-Orient.

Après avoir installé 13 nouvelles bases militaires en Asie Centrale, le Pentagone cherche à occuper l'Irak pour remodeler les protectorats pétroliers de la région et pour offrir, en outre, la protection à l'opresseur sioniste avec des chantages sur la Syrie et l'Irak. La guerre est une démonstration de force face au monde arabe, qui laissera très loin derrière les assauts du Panama, de Somalie ou du Kosovo. La destruction de la capacité technologique et de l'autonomie économique d'un pays comme l'Irak illustre les caractéristiques coloniales que présente l'impérialisme du XXI^e siècle.

La guerre constitue un composant indispensable du métabolisme impérialiste. Ce n'est pas seulement un « rideau de fumée » pour distraire la population des difficultés économiques, ni une ressource électorale pour gagner des votes avec des discours patriotiques. L'histoire du capitalisme est signée par une contrainte périodique vers l'extermination de grandes populations. A un certain point de l'accumulation, la concurrence pour le profit requiert des dénouements extra-économiques. Après avoir, au cours de la décennie précédente, conduit la mondialisation, la révolution informatique, les transformations financières et l'expansion géographique du capital, les États-Unis ont besoin d'exhiber une séquence de conquêtes pour réaffirmer leur hégémonie.

C'est pourquoi le composant irrationnel de la guerre, que tant de critiques ont souligné, ne doit pas dissimuler la logique infernale du massacre. « Les faucons se sont lancés dans une folie historique » (2) parce que l'expansion des marchés exige des déprédations sanguinaires. L'irrationalité du génocide trouve son fondement dans la rationalité de l'accumulation. Et si c'est Bush qui dirige un clan de fonctionnaires plus réactionnaires et plus arrogants que toutes les dernières administrations, c'est parce que ce personnel s'avère apte pour inaugurer une nouvelle période de l'impérialisme.

La « guerre infinie »

Contrairement à ce qui s'est produit pendant la guerre du Golfe, les justifications du massacre n'obtiennent pas un minimum d'adhésions. C'est pourquoi, quelques porte-parole de l'ambassade américaine essayent de façon insensée de démontrer que « Saddam constitue une menace pour le monde » (3), quand il est évident que le plus grand danger pour l'humanité réside à la Maison Blanche. Quelques penseurs soutiennent que « le constitutionnalisme nord-américain est préférable à la dictature irakienne », comme si la guerre n'était pas une opération contre la démocratie dans les deux régions (4). En Irak il est évident que l'occupant remplacera le tyran en disgrâce par un laquais servile, comme le démontre le réseau des monarques, narcotrafiquants et bandits pro-américains qui gouvernent la région.

Mais la guerre menace aussi les droits civiques des États-Unis, parce qu'un président messianique prétend déguiser ses origines frauduleuses en créant un climat de terreur paranoïaque au sein de la population, avec l'aide d'ennemis incités ou inventés par le FBI. La diffusion publique scandaleuse des tortures appliquées aux prisonniers de Guantánamo est seulement un échantillon des progrès de l'État policier après le 11 septembre.

La guerre constitue la ressource classique de la mise au pas de la population nord-américaine, qui est étourdie par des discours chauvins destinés à rehausser les vertus de l'autosuffisance et de la force brute face à la lâcheté et au vacillement européens. Ces messages incluent le dénigrement de l'intelligence et le dédain de toute législation qui contrecarre la suprématie du gendarme.

Mais comme un manque de confiance généralisé envers « la mission civilisatrice » des États-Unis prédomine dans le monde, le cynisme s'est transformé en la justification la plus courante de la guerre. Cette attitude règne, par exemple, parmi ceux qui dénoncent la complicité des gouvernements européens avec l'Irak pour avaliser la résignation envers l'agression nord-américaine.

L'invasion inaugure la mise en place de la nouvelle doctrine de la « guerre préventive » supposée légitimer le droit des États-Unis d'attaquer tout pays, en brandissant de simples présomptions. La politique de « guerre infinie » ne connaît pas de traités internationaux et met en marche des opérations de guerre qui ne se soucient nullement de la proportion entre les moyens et les fins. C'est pourquoi Bush agit comme un criminel de guerre et la définition de terroriste lui va beaucoup mieux qu'à son ex-partenaire Saddam.

L'économie de la mort

Les hommes du Pentagone ne cachent pas l'objectif américain de s'appropriier le pétrole irakien. Comme la principale puissance détient seulement 2 % des réserves mondiales de brut et consomme un quart de la production mondiale, occuper un pays qui possède 12 % des ressources avérées devient une priorité. En exploitant les gisements connus, les conquérants espèrent doubler immédiatement les niveaux actuels d'extraction pétrolière de l'Irak.

Les États-Unis cherchent à s'assurer l'approvisionnement régulier en combustible pour adapter son prix aux besoins du cycle américain (augmenter l'offre pendant la récession et la baisser pendant la croissance), en neutralisant ainsi les marges de manœuvre dont dispose actuellement l'OPEP pour déterminer le prix du baril.

Évidemment, le complexe militaro-industriel est aussi directement intéressé à la guerre. Ses corporations ne dépendent déjà pas seulement de la demande gouvernementale, mais aussi de la concurrence du marché. La contrainte compétitive s'est intensifiée, provoquant l'usure plus rapide de l'armement et obligeant à l'utiliser avec une plus grande fréquence. L'Irak est une cible idéale parce que, selon certaines estimations, pour chaque dollar investi dans l'extraction de pétrole dans le Golfe sont requis 5 dollars additionnels de couvertures militaires. C'est pourquoi au cours des derniers mois le budget militaire des États-Unis s'est envolé, dépassant de 11 % la moyenne atteinte durant la guerre froide.

Massacrer la population de l'Irak se profile comme une affaire fleurissante aussi pour les compagnies qui prendront part à la reconstruction. Le Pentagone planifie les deux tâches conjointement, en suivant la norme capitaliste de maximiser le bénéfice sur les cadavres et les villes démolies. Mais ce qui paraît un résultat prévisible en Irak est un pari incertain aux États-Unis, parce que personne ne sait quel sera l'effet du massacre sur l'économie américaine. A Wall Street on pronostique qu'« un court conflit aura des effets positifs », tandis qu'une bataille prolongée entraînerait une perte de contrôle sur le prix du brut. Plus dangereux encore est le déséquilibre fiscal, parce que Bush augmente les frais de guerre en même temps qu'il réduit les impôts. Les dépenses militaires auront-elles l'effet stimulant de la Corée ou l'impact inflationniste du Vietnam ? C'est un mystère qui se dévoilera dans les prochaines semaines

Bien que Bush promeuve la guerre pour résister à la récession actuelle, son pari n'est pas conjoncturel. Un climat de guerre s'avère indispensable pour essayer de ressusciter la croissance des années 1990 avec des stimulants fiscaux pour les groupes enrichis et des stimulants à l'investissement pour les chefs d'entreprise reposant sur des empiètements sociaux. Une grande démonstration du pouvoir du feu est la façon d'induire un prix du dollar qui préserve les revenus des capitaux aux États-Unis et permette en même temps une relance des exportations.

Empire, superimpérialisme et interimpérialisme

La guerre sous le commandement des États-Unis est impérialiste et non impériale dans le sens que Negri (5) assigne à ce terme, puisqu'elle ne fait pas face à des forces appartenant à un même capital transnational. Les Marines agissent au service de Texaco et d'Exxon et non en faveur d'un capital global « indiscriminé et sans territoire ». Son action confirme que les frontières et les nations ne se sont pas dissoutes et que les groupes capitalistes continuent à rivaliser sous la protection de leurs États.

Mais l'impérialisme contemporain diffère substantiellement de son prédécesseur classique. L'incendie de l'Irak n'est pas l'antichambre d'un choc entre des puissances pour le partage du monde. Bien que la guerre précipite l'OTAN dans une crise sans précédent, ni la France, ni l'Allemagne ne sont embarquées dans la formation d'un type d'alliances qui, dans le passé, avaient conduit aux deux guerres mondiales.

En comparaison à ces confrontations généralisées, le choc actuel est extrêmement limité. La « vieille Europe » a pris part à l'expédition précédente du Golfe et n'est pas opposée au projet impérialiste de soumettre l'Irak, mais la France a des accords pétroliers avec Saddam Hussein qui seraient mis en danger par un gouvernement d'occupation américain. Tandis que les corporations Mobil et Texaco attendent au Koweït le succès des Marines pour partir à l'assaut du brut, la compagnie française Elf Total bénéficie des contrats avec des entreprises irakiennes depuis une décennie. L'entreprise russe Lukoil et d'autres Européens implantés en Iran sont dans la même situation.

Ces conflits inter-impérialistes débordent largement la scène irakienne puisqu'un succès militaire américain affaiblirait la présence de la France en Afrique et celle de l'Allemagne en Europe Orientale. Il aurait aussi un effet sur les classes capitalistes en formation en Russie ou en Chine, les conduisant à s'incliner en faveur du chef américain et en défaveur de leurs partenaires européens. Mais même une prise de position de l'Union Européenne ne ressemblerait pas dans la crise actuelle à la période qui a précédé à la seconde guerre, parce qu'aucune puissance n'est en conditions de lancer un défi militaire aux États-Unis.

C'est pourquoi l'analogie de Bush avec Hitler - que beaucoup de critiques de l'impérialisme opposent à la parenté ridicule entre Saddam et le Troisième Reich, diffusée par la presse américaine - est aussi spectaculaire qu'elle est erronée. Il est certain que les délires mystiques de Bush rappellent Hitler et que l'holocauste que peut déchaîner la machine de guerre américaine dépasse tout ce qui est connu. Mais la guerre en cours est impérialiste et non inter-impérialiste.

La résistance de l'axe franco-allemand démontre aussi que malgré leur hégémonie militaire non disputée, les États-Unis n'ont pas réussi à atteindre encore le statut suprême de super-impérialisme. Leurs vassaux sont maintenus localisés dans la périphérie et n'ont pas été étendus à l'Europe Occidentale, ni au Japon. Bien que depuis l'implosion de l'URSS ils aient obtenu de faire pencher en leur faveur l'équilibre économique, les États-Unis ne détiennent pas le pouvoir illimité que décrivent beaucoup de commentateurs.

La protestation globale contre la guerre

La réaction impressionnante contre la guerre constitue un événement inattendu pour les envahisseurs, que quelques médias identifient avec le surgissement d'une « opinion publique mondiale » et qui est en mesure de frustrer l'opération impérialiste. Les marches coordonnées de 10 millions de personnes faites dans 2000 villes de 98 pays ont inauguré le 15 février la plus grande

bataille populaire contemporaine contre une guerre impérialiste. Ces mobilisations rompent avec la passivité dominante des années 1990 face aux guerres du Golfe et des Balkans et dépassent la portée de la résistance aux missiles en Europe entre 1981 et 1983. Contrairement au Vietnam, le mouvement débute avant le conflit et non suite à son développement sanglant.

La conquête des rues - qui s'est répétée à nouveau le 15 mars - constitue à peine le premier acte de la mobilisation antimilitariste. Déjà on a vu des blocages des transports de l'armement en Italie et des camions qui transitent par les bases de l'Allemagne. Les dockers de plusieurs ports européens n'embarquent pas de munitions et, sous la devise « Ils ne passeront pas ! », dans quelques villes sont déjà apparus des « piquets » qui ferment le passage aux troupes allant au front. Les actions pour arrêter des navires en haute mer illustrent la colère de la nouvelle génération. En Irak on a installé en outre, « un bouclier humain » multinational de volontaires courageux contre les bombardements. La prochaine séquence d'actions envisagées sera l'organisation de grèves et le boycott de la consommation de produits américains. Non seulement Blair est déjà mis en échec par la vague antimilitariste. Aznar et Berlusconi peuvent aussi être pulvérisés s'ils continuent à prendre part activement à la croisade de Bush.

L'existence d'un forum mondial qui promeut et coordonne les protestations constitue une autre caractéristique distincte du mouvement actuel. La protestation contre la mondialisation capitaliste tend à être réorientée vers une lutte frontale contre la guerre. Cette évolution est un symptôme positif de radicalisation et non une « malheureuse déviation des énergies de lutte » (6). Passer du « Je répudie les banquiers » à la mobilisation contre la guerre permet de développer la conscience anticapitaliste naissante qui existe dans le mouvement altermondialiste. Transformer le rejet du mercantilisme du monde en une mise en question de l'ordre impérialiste, facilite la compréhension qu'un autre monde possible ne sera atteint qu'avec le socialisme. La lutte en cours permet aussi de clarifier que les protagonistes de l'émancipation ne sont pas une multitude d'amorphes mais des jeunes travailleurs, exploités et opprimés.

L'Amérique latine dans la mire

La croyance que l'Amérique latine sera étrangère à la guerre « parce qu'elle est loin » et qu'elle ne figure pas sur « l'agenda américain » est d'une ingénuité inadmissible. La région occupe une place comparable au Moyen-Orient dans la stratégie de domination impérialiste, parce que les deux zones nourrissent l'économie états-unienne en matières premières et sont des marchés privilégiés pour sa production. Le résultat de la guerre est vital puisqu'il renforcera ou affaiblira le grand oppresseur de l'Amérique latine sur trois plans.

Dans l'orbite militaire il est évident que la Colombie suivra l'Irak dans la liste de pays où les marines interviennent directement. Le président Uribe a déjà sollicité ouvertement cette invasion, tandis qu'on généralise le processus de réarmement des gouvernements régionaux qui sont montés dans le train américain « de la lutte contre le terrorisme ».

Sur le plan politique le dénouement de l'Irak définira quelle est la nouvelle échelle de recolonisation américaine. Le traitement insultant qu'ont reçus les diplomates du Mexique et du Chili au Conseil de Sécurité (espionnage téléphonique, pressions pour acheter des votes) est à peine un avant-goût de la nouvelle arrogance impérialiste. Le Pentagone maintient en réserve une autre tentative de coup d'État contre Chávez tandis qu'on décide le cours de la guerre en Orient, parce que les États-Unis considèrent que le pétrole vénézuélien constitue une ressource de leur propre « arrière-cour ».

Dans la sphère économique, le résultat de la guerre en Irak imposera des définitions en ce qui concerne le projet de la Zone du libre échange des Amériques (ZLÉA) et la dette. Une plus grande

pression commerciale pour accélérer l'ouverture aux importations de la région sans contrepartie équivalente sur le marché américain sera accompagnée par de plus grandes exigences du paiement de l'hypothèque.

Cette angoissante aspiration de ressources explique dans une certaine mesure que l'opposition à la guerre soit tellement généralisée et ferme dans tous les pays latino-américains. Le Département d'État, jusqu'à ses propagandistes les plus effrontés, a reconnu la dureté de ce rejet (7).

Cette résistance frontale est très visible en Argentine à travers les résultats des enquêtes (90 % d'opposition à la guerre), l'ampleur des marches et la radicalisation anti-impérialiste. Ce climat est un effet de la révolte du 20 décembre et du résultat néfaste qu'a eue la participation de l'Argentine à la guerre du Golfe. Seuls les porte-parole locaux de la Maison Blanche (8) prônent un nouvel alignement sur l'envahisseur, en répétant que cette soumission favorisera l'arrivée d'investissements étrangers. Ils paraissent oublier le dédain que les gouvernements américains démontrent généralement à leurs laquais obséquieux. Quand ils suggèrent en outre que l'intérêt de la guerre c'est l'augmentation des exportations argentines, ils omettent que les bénéfiques éventuels des groupes pétroliers et céréaliers ne seront pas étendus à l'ensemble de la population. Le gouvernement de Duhalde n'est déjà pas en conditions d'embarquer le pays dans une autre « relation charnelle » avec les États-Unis. Mais il essaye de préserver cet alignement avec des promesses d'aide humanitaire qui cachent le but d'envoyer des hôpitaux militaires sur le champ de bataille. Il est également très peu probable qu'il puisse concrétiser cette pitrerie.

Débordement de contradictions

Bush a lancé l'attaque dans un cadre d'isolement croissant. Non seulement l'alliance forgée par son père est défaite, mais il en va de même du front qui rendait propice l'aventure en début d'année. Outre la France, l'Allemagne et le Pape, une partie du gouvernement britannique et un secteur significatif de la classe dominante américaine (Brzezinski, Carter, Clinton, le New York Times) résistent maintenant aussi à l'invasion. Dans le cabinet de Bush lui-même les « colombes » (Powell), qui n'appartiennent pas au lobby pétrolier et militaire (Rumsfeld, Cheney), semblent peu satisfaites à l'idée que l'expédition reposera sur les seules épaules des États-Unis. Mais, comme a dit Kissinger : « à cette endroit nous ne pouvons déjà plus arrêter le train ».

La nécessité d'une victoire militaire étincelante est devenue impérieuse dans ces conditions, puisque tout enlisement (et spécialement la multiplication de faiblesses américaines) casserait l'appui politique fragile de l'opération. Mais ce triomphe accéléré requiert un type de massacres qui soulève la population mondiale.

Même un succès militaire fulgurant n'assurerait pas le triomphe de l'opération. Personne ne sait si une occupation prolongée de l'Irak permettra d'empêcher la désintégration territoriale du pays et en conséquence ne rendra pas difficile l'appropriation stable du pétrole. On ne sait pas non plus comment les États-Unis pourraient arbitrer la mosaïque de tensions régionales (spécialement dans le Kurdistan), qui seront renforcées par leur présence directe dans la zone.

L'ingouvernabilité de l'Afghanistan et la concurrence de fractions islamiques pour le contrôle des gisements et des oléoducs d'Asie Centrale sont les prémisses de ces conflits. En outre cette désarticulation étatique facilite le terrain pour que germent les Ben Laden.

Hors de la région également un horizon de crise se dessine. L'unilatéralisme guerrier des États-Unis a déjà provoqué une crise de l'OTAN plus forte que celles consécutives à l'abandon français des années 1960, à la tension créée par les euromissiles dans les années 1980 et aux désaccords liés à la

guerre des Balkans dans les années 1990. Le choc actuel n'est pas limité à l'Irak, mais implique toute la gestion américaine de l'Alliance, qui a dernièrement visé à renforcer les menaces contre la Russie et à miner la constitution d'une armée européenne éventuelle.

Justement la principale victime de la guerre en Irak serait l'Union Européenne (UE), comme le prouve déjà le désordre spectaculaire que les États-Unis ont introduit entre les artisans de la Communauté. Que l'Espagne protège ses investissements en Amérique latine en soutenant Bush et que la Pologne ou la Hongrie obstruent leur participation à l'UE en soutenant la guerre sont des signes exemplaires de la fragilité du plus grand projet régional qui défie l'hégémonie américaine.

La guerre pourrait non seulement faire avorter les projets de l'Union Européenne, mais aussi la continuité de l'ONU, comme organisme doté d'une certaine efficacité. En attaquant sans l'approbation du Conseil de Sécurité les États-Unis détruisent la viabilité du cadre qui a réglé les relations internationales pendant le dernier demi-siècle. Cette amputation ouvre un horizon d'incertitude, qui préoccupe tant les gouvernements opposés à une guerre exclusivement américaine. Quelle serait, par exemple, la scène des conflits en Corée du Nord, en Palestine ou entre l'Inde et le Pakistan si les Nations Unies n'existaient plus ?

Au cours des deux cent dernières années, le dénouement de certaines guerres a permis un virage des grandes étapes, des phases et des crises du capitalisme (9). Le conflit de l'Irak se profile comme un événement de ce type, parce qu'il pourrait définir le résultat ambigu des transformations économiques enregistrées depuis des années. Mais les guerres ont aussi précipité dans le passé la rénovation intégrale du projet socialiste et cette perspective est ouverte dans la réalité actuelle.

Buenos Aires, mars 2003

1. Voir également l'étude de Claudio Katz, *l'Impérialisme du XXI^e siècle*, Inprecor n° 474 de septembre 2002, pp. 5 à 17.
2. Comme l'indique José Pablo Feinman, *Historia y locura*, Página 12 du 23 février 2003.
3. Carlos Escudé, *Hacia una consolidación del nuevo orden mundial*, La Nación du 23 février 2003.
4. Voir par exemple les avis d'Abraham Prises, *El silencio de los inocentes*, Página 12 du 16 février 2003.
5. Cf. Antonio Negri & Michael Hardt, *Empire*, Exils Éditeurs, Paris 2000. Pour une critique développée des thèses de Negri on se reportera à l'étude de Claudio Katz, cf 1.
6. Michael Hardt, *No al antiamericanismo*, Página 12, 21 février 2003.
7. Oppenheimer Andres, *Los daños colaterales en América Latina*, La Nación du 4 mars 2003.
8. Jorge Castro, *Incertidumbre económica*, La Nación du 23 février 2003.
9. Cf. Claudio Katz, *Étape, phase et crises (ou les singularités du capitalisme actuel)*, Inprecor n° 478/479 de janvier-février 2003, pp. 51 à 65.

P.-S.

* Publié dans « Inprecor » n° 480/481 de mars-avril 2003.

* Claudio Katz, professeur à l'Université de Buenos Aires et chercheur au CONICET, est un des

animateurs du réseau argentin Economistas de Izquierda (EDI, Économistes de gauche). Pour la traduction de cet article nous nous sommes servis de la traduction partielle d'Estelle et Carlos Debiasi, réalisée pour El Correo <<http://www.elcorreo.eu.org>>